

Chronique de Maître Simon

Petite leçon de droit constitutionnel – 1^{ère} partie

On lit régulièrement dans les journaux que : « le président n'est pas encore décidé à changer de premier ministre », « le président impose une loi sur ... » « le président promet que l'usine x ne fermera pas ».

Et tout cela est d'une telle banalité qu'aucun journaliste ne relève la monstruosité de ces propos.

Comment ça, vous non plus n'êtes pas choqués par ce que révèlent ces phrases apparemment si anodines ?

Hum hum, je vais donc prendre un air très docte, rassembler (et mettre à jour) mes souvenirs d'étudiant et vous offrir une petite leçon de droit constitutionnel¹ qui devrait vous éclairer sur la façon dont les tenants de la tolérance zéro appliquent la loi.

La première chose que l'on apprend en fac de droit, c'est à faire des exposés en deux parties, voici donc la première :

Lorsque notre bienaimé président a déclaré que certains français pouvaient l'être moins que d'autres, car, honte sur eux, ils n'étaient pas fils de la Patrie des Droits de l'Homme depuis assez longtemps, beaucoup ont – à juste raison – parlé de viol de l'article 1^{er} de la Constitution².

Mais il y a viol à tous les étages.

• **La révocation du premier ministre**

Alors que dans les médias on prend les paris pour savoir si le premier ministre sera ou pas remercié par son patron, une lecture de l'article 8 de la Constitution n'est pas inutile :

« Le Président de la République nomme le Premier Ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement. »

En clair : le président ne peut pas révoquer son premier ministre ni forcer sa démission. Ce pouvoir n'appartient qu'à l'Assemblée Nationale³.

Dans notre régime constitutionnel qui n'est ni présidentiel, ni parlementaire, l'exécutif a deux têtes qui ont chacune un rôle bien défini.

C'est au général de Gaulle (et au comité piloté par Michel Debré) que nous devons l'actuelle Constitution, c'est donc dans le contexte de l'époque qu'il faut trouver les raisons de notre système.

A l'origine, le président n'est pas élu au suffrage universel (par crainte de voir les ex colonies imposer un choix différent de celui de la métropole) mais par des grands électeurs.

Il est un sage loin de la mêlée, de Gaulle voulait *« qu'au dessus des contingences politiques soit établi un arbitrage national qui fasse valoir la continuité au milieu des combinaisons⁴ »*. Il tient l'Assemblée en respect en pouvant la dissoudre (et elle-même peut renverser le gouvernement, mais pas le président).

1962, l'Algérie et les pays de la Communauté Française ont acquis leur indépendance et le président est désormais élu au suffrage universel, il acquiert ainsi une légitimité qu'il n'avait pas auparavant, mais la répartition des pouvoirs constitutionnels ne change pas.

¹ Message personnel à l'attention du plus jeune de mes fils, futur brillant constitutionnaliste : garde tes commentaires de puriste, Junior, je fais un travail de vul-ga-ri-sa-tion !

² « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances... »

³ Art 50 : « Lorsque l'Assemblée Nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier Ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement. »

⁴ Discours de Bayeux du 16 juin 1946

Contre l'impossibilité constitutionnelle de démettre ses premiers ministres, de Gaulle avait une parade d'une simplicité Saint-Cyrienne : il exigeait de ceux-ci qu'ils signassent⁵ leur démission le jour même de leur nomination. Il ne lui restait plus qu'à inscrire une date à sa convenance.

Sous la V^{ème}, à deux exceptions près⁶, le premier ministre n'a jamais démissionné de sa propre initiative.

L'actuel président ne ferait donc pas preuve d'originalité en s'arrogeant un droit de révocation non prévu par la Constitution (l'originalité serait que le premier ministre, ayant le droit pour lui, refuse de démissionner, quelle belle pagaille !).

• L'exercice du gouvernement et l'initiative des lois

Par rapport à la pratique et au texte constitutionnel, l'actuel président innove lorsqu'il dirige l'action du gouvernement et même celle de tel ministre, voire de tel préfet, ou lorsqu'il impose des lois.

En effet, constitutionnellement : « *Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État* ⁷ ».

Tandis que « *Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée* ⁸ ».

Et « *Le Premier Ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la Défense Nationale. Il assure l'exécution des lois...* ⁹ »,

Enfin : « *L'initiative des lois appartient concurremment au Premier Ministre et aux membres du Parlement* ¹⁰ ».

On le voit, la pratique actuelle est loin du texte de notre Constitution. Si les précédents présidents ont pris des libertés (il a toujours existé un « domaine réservé ») jamais cela n'a été fait à un tel niveau.

Certes, hors période de cohabitation, ils ont toujours impulsé la politique de la Nation, montré le cap. En outre, si le gouvernement détermine la politique de la nation, c'est le président de la République qui préside le conseil des ministres¹¹. Mais ils ont laissé le premier ministre gouverner et exercer ses prérogatives constitutionnelles.

En résumé, ils représentaient l'Etat dont ils étaient les garants (aux termes de la Constitution), ils étaient aussi l'architecte d'une politique à mettre en œuvre (tirant à cet effet leur légitimité de leur élection au suffrage universel).

Mais l'architecte n'est ni entrepreneur, ni couvreur, ni maçon.

Aujourd'hui, notre hyperactif veut tout faire, tout décider tout contrôler.

L'arbitre veut marquer des buts !

Me. Simon

2^{ème} partie : comment cette dérive est elle possible ?

⁵ « Oh papa ! quelle belle concordance des temps ! » « Tais toi Junior et retourne à ton droit ! »

⁶ G. Pompidou après une motion de censure en 1962, J. Chirac qui s'opposait à V. Giscard d'Estaing en 1976.

⁷ article 5

⁸ article 20

⁹ article 21

¹⁰ article 39

¹¹ article 9